

## Événement

# UNIVERSITÉS DE LILLE ET DU LITTORAL MOBILISATIONS CONTRES LES RÉFORMES PÉCRESSE, LA COUPE EST PLEINE

**L**ES effets de la loi LRU (libertés et responsabilités des universités), votée en août 2007, continuent à faire des dégâts. Modification du statut des enseignants-chercheurs, mastérisation des concours, non remplacement des départs à la retraite, démantèlement des organismes de recherche (CNRS, INSERM). Pour les enseignants, la coupe est pleine. Que représente aujourd'hui un diplôme ? Il répond à d'immenses attentes, à d'immenses efforts. En posant ses revendications et propositions sur une série de sujets (garanties sociales, réformes indispensables, responsabilité, avenir de la démocratie), le Snesup contribue à ce que de véritables alternatives soient au cœur du débat public. Les enseignants-chercheurs des universités de Lille et du Littoral sont en grève contre la réforme de leur statut, un statut qui, promulgué par Sarkozy, est dans le droit fil d'une politique libérale. Le décret en question concerne la modification du statut des enseignants-chercheurs. Le but est donc d'ouvrir la voie à une modulation des services d'enseignement qui vise à reconnaître et à valoriser toutes les activités et les missions des enseignants-chercheurs ; tutorat, suivi de stages, formation à distance, tâches administratives.

## Pour le service public

Au-delà de l'iniquité, il s'agit d'un problème de dignité de l'individu, du jeune, de l'étudiant en recherche d'emploi ; la soumission des salariés à l'employeur doit être balayée avec force. Se défendre, les salariés et les futurs salariés ont compris qu'il fallait à tout prix se battre collectivement contre la précarité et le chômage. La convergence avec les autres syndicats d'enseignants mais pas seulement est sur les rails. Le Medef parle sans arrêt de la croissance, mais qu'est-ce que ça veut dire lorsque le chômage gangrène toute la société. Pérenniser le droit au travail, voilà une des résultantes de la lutte actuelle.

Jean Fabbri, secrétaire général du Snesup, indique, que le travail de réflexion et une prise de conscience de la majorité du corps enseignant sont le prolongement du refus de tout projet libéral. La mise en commun des expériences et l'apport à la lutte des enseignants-chercheurs sont déterminants. En fonction de la nature des activités de l'enseignant, le nombre d'heures de cours pourra être modulé à la hausse ou à la baisse. Ce décret s'appliquera de manière réglementaire et pourra varier d'une université à l'autre. Il y va de la pérennité du service public de l'enseignement supérieur en France, un service public qui ne plaît pas du tout à l'Europe de Bruxelles.

## Pour une réelle démocratisation

La lutte actuelle à l'université recouvre énormément de notions revendicatives comme une réelle démocratisation, un nouveau rayonnement de l'enseignement supérieur et de la recherche, un passage aux actes dans une programmation budgétaire ambitieuse pour la jeunesse et le pays. D'autres perspectives économiques et sociales ? Cela est posé avec acuité alors que le maintien d'un chômage de masse touche particulièrement la jeunesse. Aujourd'hui, plus que jamais. Des centaines de débats mêlant étudiants, universitaires, salariés,



militants syndicaux, alimentent les argumentations portées dans les manifestations récentes et les assemblées générales de cette semaine. Le débat national de la mission Université-emploi lancé par le gouvernement est organisé à la hache en fixant à l'avance des thématiques étroites (professionnalisation, orientation, apprentissage) en excluant systématiquement

les organisations syndicales. L'aide sociale aux étudiants doit être intégrée dans un Plan social, en concertation avec les organisations syndicales étudiantes avec l'ensemble de la communauté universitaire. Cette aide universelle serait calculée en fonction de la situation propre de l'étudiant pour lui permettre de mener à bien un projet de formation et de qualification quelle que soit sa situation sociale ou familiale. L'enjeu des dix années à venir est d'augmenter massivement le nombre d'étudiants en formation initiale et continue pour aller vers trois millions d'étudiants afin d'atteindre les 50% de l'ensemble une classe d'âge obtenant un diplôme de l'enseignement supérieur et accroître ainsi la qualification de l'ensemble des générations. L'opposition catégorique d'une majorité d'enseignants au décret, toutes disciplines et opinions politiques confondues grandit de jour en jour. Pas de normalisation par le bas, les enseignants des universités de Lille et du Littoral dénoncent «une logique de défiance à leur égard et l'assimila-

tion de l'activité noble qu'est l'enseignement à une sanction". Les assemblées générales se multiplient. C'est le clientélisme assuré ; pour éviter de voir le nombre d'heures de cours doubler d'une année à l'autre, il faudra être docile et accepter toutes les décisions. C'est un coup porté à l'indépendance des enseignants. La coordination nationale des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche s'organise. À la journée de grève mise sur pied depuis le 30 janvier s'ajoutent la rétention administrative des notes, des pétitions. Les universitaires sont suspectés de ne pas accomplir correctement leur double tâche d'enseignement et de recherche. Faire dépendre le service d'enseignement de critères d'évaluation de la recherche, c'est risquer d'assimiler l'activité qu'est l'enseignement à une sanction. L'UEC, l'Unef, le Snesup, notamment, lancent un appel unitaire pour s'opposer à des réformes qui tournent le dos à l'enseignement supérieur et à un véritable service public.

Pierre Pirierros

## Les revendications sont claires :

- **Retrait du décret statutaire et maintien du CNU (Conseil national des universités) dans son rôle de gestion nationale des carrières**
- **Retrait des lourdes modifications envisagées pour la formation et le recrutement des enseignants du premier et du second degré, maintien des concours actuels en 2010, ouverture d'un vaste débat national public.**
- **Suspension immédiate des 1030 suppressions d'emplois prévues au budget 2009 dans les universités et la recherche, lancement d'un plan pluriannuel de recrutement au cœur d'un vrai «plan de relance».**
- **Arrêt du démantèlement du CNRS et des organismes de recherche.**

## Édito

**AVIS DE TEMPÊTE SOCIALE**  
Avis de tempête sociale sur la France de M. Sarkozy. Le 29 janvier dernier, nous étions plus de deux millions de manifestants à défilé, partout en France, pour l'emploi, le pouvoir d'achat et la défense des services publics.

Deux millions et demi de manifestants ! Un chiffre qui résonnait comme un défi aux yeux de ce pouvoir de droite, qui n'a eu de cesse de s'attaquer au droit de grève et d'insulter les grévistes. «Maintenant, quand il y a une grève en France, plus personne ne s'en aperçoit», disait Nicolas Sarkozy il y a quelques semaines, avec son arrogance coutumière. Le 29 janvier dernier, les travailleurs du public comme du privé, les étudiants, les lycéens, les chômeurs, les retraités ont prouvé le contraire à Nicolas Sarkozy.

Le gouvernement n'a pourtant pas l'intention d'écouter ce que lui ont dit les Français. Sourd et aveugle aux revendications populaires, François Fillon vient de lancer à grands renforts de communication son «train de la relance». Aux participants de l'im-

mense journée de mobilisation professionnelle du 29 janvier, le Premier Ministre oppose une fin de non-recevoir en se contentant d'une vague invitation «à se serrer les coudes». Les 2,5 millions de manifestants apprécieront.

Oubliées les revendications de hausses de salaire et d'arrêt des suppressions de postes portées avec force dans les cortèges jeudi dernier. Ce sont pourtant les seuls réformes qui permettraient le redémarrage d'une économie désormais entrée en récession. Le Premier Ministre écarte d'emblée ces propositions et choisit de «garder le cap». Pour François Fillon, le train de la relance, c'est le service minimum pour les salariés et le service maximum pour les capitalistes. Sarkozy et Fillon feraient mieux

d'écouter ce que disent les Français : selon un sondage CSA/Humanité, ils sont 61% - 84 % pour les sympathisants de gauche - à souhaiter que les organisations des salariés «appellent à poursuivre la mobilisation». Quant à la politique économique du gouvernement, alors que l'équipe Sarkozy-Fillon va répétant qu'elle est la seule thérapie possible, qu'il s'agirait seulement, en somme, d'avoir la patience d'attendre qu'elle produise ses fruits, 62 % des sondés considèrent au contraire qu'elle ne «permettra» pas de «lutter efficacement contre la crise». La défiance atteint ses plus hauts niveaux chez les chômeurs (81%), les salariés du secteur public (77%) et les étudiants (73%) qui combattent la loi LRU et la casse de l'université publique. Seules 4% des personnes interrogées trouvent

les choix du gouvernement «très efficaces» et 23% «plutôt efficaces». Ces chiffres peuvent faire trembler le gouvernement qui aurait tort de ne pas prendre la mesure de la colère de l'opinion publique. Ce n'est pas en s'invitant à la télévision jeudi soir que le Président de la République réussira à convaincre des salariés révoltés par la crise et des syndicats unis et déterminés à imposer d'autres choix. Ces choix, le Parti Communiste a longtemps été presque seul à les porter quand les économistes et les editorialistes de marché à la solde des capitalistes vantaient les mérites du libéralisme et de la «concurrence non faussée». Au milieu de la tempête avec son cortège de suppressions d'emplois et l'envolée du chômage, les mêmes capitaines libéraux qui nous ont

conduit au naufrage persistent pour l'instant à garder le cap. La tempête sociale qui s'annonce pourrait bien les balayer. Dans l'éducation, dans les hôpitaux, dans les usines, les salariés sont décidés à se battre et le coup de tonnerre du 29 janvier pourrait préfigurer un printemps de luttes d'une force sans précédent.

Dans la rue comme dans les urnes où les élections européennes seront l'occasion de faire entendre notre voix, les communistes seront dans les semaines qui viennent aux côtés des salariés pour faire entendre leurs propositions, des propositions concrètes, qui rompent avec la logique capitaliste à l'œuvre en France et en Europe pour ouvrir ensemble un nouveau chemin.

David Noël